

La presse algérienne, vraiment libre?

Marwan Andaloussi

Numéro 318, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87558ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Andaloussi, M. (2017). La presse algérienne, vraiment libre? *Liberté*, (318), 43–47.

La presse algérienne, vraiment libre ?

L'histoire trouble de la presse algérienne des années 1990 à aujourd'hui

MARWAN ANDALOUSSI

Ce texte est dédié à la mémoire du regretté Ali-Bey Boudoukha

« La presse la plus libre du monde arabe. » Cette formule a été le mantra de nombreux patrons de presse algériens durant les années 1990. Tel un slogan, celle-ci a été reprise à satiété par des relais médiatiques en France et ailleurs dans le monde.

Mais qu'en est-il vraiment ?

Je propose d'effectuer ici un retour sur l'histoire de la presse algérienne, qui a joué un rôle crucial dans la confusion étourdissante qui a commencé à prévaloir en Algérie au début des années 1990 pour s'installer durablement au cours de cette décennie de la « sale guerre ». Le pays, à la suite du coup d'État militaire du 11 janvier 1992 et de l'interruption du processus électoral, a été plongé dans un conflit sans nom, qui a fait 200 000 morts, quelque 20 000 disparus et des dizaines de milliers d'exilés, créant, de surcroît, un immense recul des libertés publiques et de l'État de droit.

La genèse de la presse privée

Après les émeutes d'octobre 1988, un printemps arabe avant l'heure, une nouvelle Constitution démocratique a permis la libéralisation de la vie politique en Algérie, notamment par la possibilité de fonder des partis, des associations et des syndicats libres, et par la création de journaux privés. La presse privée n'est pas née de la mobilisation ou d'un combat de journalistes mais de la volonté du gouvernement réformateur dirigé par Mouloud Hamrouche (septembre 1989 – juin 1991), qui avait pour ambition d'effectuer une transition graduelle vers l'État de

droit. Il voulait modifier le paysage politique du pays dans le sens de la liberté d'expression et de la pluralité d'opinions et la loi 90 du 3 avril 1990 en a concrétisé le principe constitutionnel. C'est donc sur cette base que plusieurs journaux ont vu le jour.

La grande majorité des patrons et rédacteurs en chef qui dirigeaient les rédactions provenaient de la presse d'État d'avant 1988. Afin de leur offrir les moyens de leurs ambitions, le gouvernement réformateur a permis à ces journalistes de bénéficier de deux années de salaire s'ils décidaient de quitter la presse publique pour fonder leurs propres organes d'information. Ces nouveaux titres ont donc été pour partie financés par les journalistes eux-mêmes. Ces avances seront les seules aides publiques directes consenties aux journalistes, et les nouveaux titres n'ont pas bénéficié du concours des banques. Ancien p.-d.g. de la banque publique CPA, au temps du gouvernement réformateur, Omar Benderra affirme que « les analystes de crédit avaient systématiquement refusé de prendre en compte les demandes de financement émanant de ces nouvelles entreprises, notamment au vu du manque de professionnalisme en matière de gestion financière et de l'absence de garanties ». Ainsi, les salaires payés d'avance ont servi d'assistance financière de départ. Des groupes de journalistes, réunis par affinités, ont créé diverses coopératives de presse et sociétés d'édition pour lancer des journaux aussi bien en arabe qu'en français et souvent, c'est loin d'être anecdotique, avec des apports de bailleurs de fonds à la réputation plus ou moins sulfureuse. Un des représentants emblématiques de cette catégorie

d'investisseurs a été un certain Mohamed Megueddem. Ancien responsable de l'information à la présidence de la République et proche des services de renseignements, il a été le parrain, dans tous les sens du terme, de *L'Hebdo libéré*, l'un des plus importants hebdomadaires (à scandales) de l'époque.

Dans un contexte politique trouble et instable, les rédactions, constituées pour l'essentiel de journalistes peu formés, ont vite été transformées en centres de propagande au service de cercles qui voyaient d'un mauvais œil l'évolution démocratique impulsée par les réformateurs. Ainsi, on a pu observer, à l'époque, que le reportage a laissé largement la place au commentaire, à l'analyse à l'emporte-pièce et à la chronique. Dans ce climat de règlements de comptes, la diffamation, l'injure et la diversion ont été le registre principal de la plupart des journaux. Les unes se sont consacrées à des scandales montés de toutes pièces (Voir l'Affaire Benhaim*, « Les banquiers qui voulaient

* Raymond Benhaim, expert en commerce extérieur, est sollicité par le gouvernement Hamrouche pour réorganiser ce secteur, qui est une source formidable de revenu pour l'oligarchie. Le but de cette réorganisation était de réduire les coûts des importations, notamment des produits alimentaires. Mais cette démarche remettait en cause des intérêts colossaux. C'est ce qui explique l'acharnement de certains journaux contre Ghazi Hidouci, ministre de l'Économie à qui on a inventé « une mère juive ». Il est accusé de mettre l'économie algérienne entre les mains d'un juif marocain, Raymond Benhaim, et tout ça au profit d'Israël. Des accusations sans fondements qui faisaient partie de la campagne d'intoxication du public commandée par les cercles du pouvoir hostiles à la démocratisation du pays, dont beaucoup de journaux se sont fait les complices.

déstabiliser l'Algérie», etc.) visant le gouvernement réformateur, accusé «d'avoir introduit le loup islamiste dans la bergerie républicaine».

Le point de rupture avec le journalisme

Le 23 mai 1991, la campagne électorale pour les législatives bat alors son plein et le Front islamique du salut (FIS), estimant que le découpage des circonscriptions lui est défavorable, lance un appel à la grève générale. La réponse est plutôt faible. Cependant, les militants du parti islamiste, qui ont installé des tentes en deux lieux publics et manifestent en permanence dans les rues de la capitale, offrent un prétexte idéal aux élites qui souhaitent une reprise en main autoritaire par l'armée. Le désordre, très médiatisé et grossi, justifie alors la fin d'une parenthèse démocratique qui remettait en question les intérêts économiques de ceux qui dirigeaient l'armée et les services de sécurité.

À l'insu du gouvernement, dans la nuit du 3 juin 1991, les forces spéciales de la gendarmerie, sur ordre du commandement militaire, délogent les occupants des places publiques, faisant plusieurs morts. Cette intervention d'une grande brutalité a sonné le glas de l'expérience démocratique. Les généraux reprennent la main et font nommer un nouveau premier ministre docile qui exécutera leur plan. Les élections législatives, qui devaient se tenir en juin, sont reportées à décembre 1991.

Malgré son échec patent, la grève «insurrectionnelle» a sans aucun doute renforcé chez certaines élites «modernistes» la crainte d'une victoire du FIS. De nombreux journalistes joueront un rôle moteur dans les campagnes d'intoxication de l'opinion publique. Les journaux ont pris parti contre les islamistes et, ce faisant, se sont transformés en porte-voix du régime, épousant ses thèses sans réserve.

Vient alors le premier tour des législatives, le 26 décembre 1991. En dépit des prévisions contraires, le FIS, surfant sur le mécontentement populaire et le rejet du régime par l'essentiel du corps électoral, obtient sans coup férir la majorité des sièges et s'apprête à constituer le gouvernement à l'issue du second tour. À l'époque, le FIS a capté la colère de la majorité de la population envers le régime. Il a su, par un discours simple, incarner une solution de rechange radicale à un régime vomie.

Les prodromes de la «sale guerre»

Sans hésitation, sans nuance ni analyse, l'écrasante majorité des journaux appelle à l'arrêt du processus électoral, accusant les électeurs du FIS de vouloir faire de l'Algérie un autre Afghanistan ou un nouvel Iran. Une bonne partie des éditorialistes invoquent ouvertement l'armée, dont l'intervention est selon eux vitale pour «sauver l'Algérie» de «l'urne fatale», prélude à l'installation d'une théocratie. À l'époque, certains s'interrogent même sur le bien-fondé des élections en Algérie, où sept millions d'analphabètes, sur une population totale d'une trentaine de millions d'habitants, altéreraient le sens de toute consultation populaire. D'autres évoquent l'instauration du suffrage censitaire. En somme, pour ces milieux «éclairés», le peuple n'est pas apte à choisir ses représentants.

Tout se passe comme si la campagne de presse préparait l'opinion à des ruptures radicales. Le 11 janvier 1992, le président de la République, Chadli Bendjedid, est poussé à démissionner et, le lendemain, les élections législatives sont suspendues. Il n'y aura jamais de second tour. L'armée déploie ses véhicules blindés aux carrefours stratégiques. Tous les éléments d'un coup d'État sont manifestes. Pourtant, les journaux nient les faits et chantent les louanges de l'armée qui a «sauvé la République».

Dans cette situation tendue, propice à toutes les manipulations, des affrontements entre services de sécurité et militants du FIS éclateront aux alentours des mosquées et dureront plusieurs semaines. Les lieux de culte deviennent le théâtre de protestations contre l'arrêt des élections. Il y aura des dizaines de morts et des centaines d'arrestations.

L'état d'urgence est décrété pour une année. Dans les faits, il durera une quinzaine d'années. Les maires issus du FIS sont limogés et remplacés par des administrateurs, le processus de dissolution du FIS est engagé, et ce qui reste de la direction du parti islamiste entre dans la clandestinité. Très vite des attentats sont commis contre les policiers, les gendarmes et les militaires, et ce, dans un climat de confusion générale. Pour les journaux, les coupables sont tout désignés. La chasse au barbu peut commencer, peu importe la méthode. Le droit est mis entre parenthèses. Les journalistes applaudissent.

Silence strident

Plusieurs milliers de partisans et sympathisants du FIS (10 000 selon certaines estimations) sont arrêtés et enfermés dans des centres d'internement administratif dans le désert algérien. Aucune poursuite judiciaire, aucune accusation n'est portée contre eux. Ils ne subiront aucun procès. Des centaines de personnes ont ainsi été enfermées arbitrairement jusqu'à trois ans dans ces camps. Or, cet épisode de répression n'a inspiré à la presse aucune enquête, aucun reportage ou le moindre article recueillant les témoignages des familles des prisonniers, et quand ils ne se sont pas tus, les journaux ont donné la parole à ceux qui justifiaient cette action des généraux. Les très rares personnalités, connues pour leur intégrité, qui ont critiqué la brutalité de la répression et les atteintes aux droits de l'homme se sont retrouvées au banc des accusés.

Durant cette sombre période, des milliers de personnes ont fait l'objet



© Mana Rouholamini

d'enlèvements et beaucoup sont encore aujourd'hui portées disparues. Les alertes de la Ligue de défense des droits de l'homme ou les dénonciations répétées des familles n'ont pas eu d'échos dans la presse. Plus encore, les rapports rigoureusement documentés des ONG comme Amnistie internationale ou Human Rights Watch ont été violemment critiqués par la presse. Le drame des disparus, 20000 selon les ONG, est resté un tabou absolu dans la presse algérienne durant une dizaine d'années. Si ce n'était le combat courageux des familles, qui se rassemblent chaque mercredi à Alger sous les matraques des policiers, cette réalité serait effacée de la mémoire collective.

Les journaux ont répété à la note près la partition composée par le régime. «L'armée a sauvé l'Algérie des terroristes islamistes.» Ceux qui émettent le moindre doute ou qui exercent leur esprit critique ont longtemps été considérés comme des ennemis du pays et des complices des terroristes.

Un arrêté liberticide, ou l'information comme arme de propagande

Les attentats des premiers mois sont rapportés régulièrement par les journaux, mais leurs sources ne sont jamais identifiées. Les lecteurs doivent se contenter, dans la plupart des cas, de

«sources sécuritaires» ou des fameuses «sources sûres». Les exactions, exécutions sommaires, tortures et autres atteintes aux droits de l'homme ne sont même pas mentionnées. Les quartiers populaires d'Alger sont ainsi durant de longues années le théâtre de rafles massives, créant un insondable climat de terreur. Mais, pour les journaux, il s'agit de simples arrestations de terroristes et de leurs complices. En 1994, le régime décide de «mettre de l'ordre». Un arrêté interministériel daté du 17 juin, adressé aux directeurs de journaux, montre la marche à suivre en ce qui concerne le traitement sécuritaire de l'information. Dans ce document, le signataire de la lettre précise qu'«au moment où tous les efforts des forces vives de la nation sont tendus vers l'éradication du terrorisme et de la subversion, je sais pouvoir compter sur votre collaboration positive dans la lutte antiterroriste et antisubversive».

Désormais, une cellule de communication gouvernementale fournit les informations aux journaux. L'agence officielle APS est également habilitée à communiquer la «version officielle» des faits. Toute information ne provenant pas de ces sources est interdite de publication. Il est précisé à la fin du document que cet arrêté interministériel ne sera pas rendu public et qu'il

s'adresse uniquement aux personnes concernées. Et en effet, les lecteurs n'ont jamais pu prendre connaissance de ce document. Or, le gouvernement ne se contente pas d'adresser un arrêté aux patrons de presse; il accompagne sa missive de recommandations précises. Il est utile de recopier quelques extraits de ce bréviaire propagandiste :

- «une terminologie appropriée sera mise à la disposition des médias par la cellule de communication;
- traiter l'information systématiquement en page intérieure, sauf exception;
- banaliser et minimiser l'impact psychologique de l'action terroriste et subversive et préserver le moral de la nation;
- médiatiser les atrocités commises par les régimes islamistes de l'Iran, du Soudan et de l'Afghanistan;
- mettre en évidence l'efficacité des forces de sécurité qui, même s'ils [sic] n'arrivent pas à prévenir tous les crimes, arrivent toujours à retrouver les coupables [...].» (Ghania Mouffok, *Être journaliste en Algérie*)

Pour Redouane Boudjemâa, professeur à l'Université d'Alger et ancien journaliste, cet arrêté «a tracé la ligne éditoriale des journaux pour de longues années». En somme, l'ensemble des journaux avait «un seul rédacteur en chef», ironise-t-il. En effet, les responsables des

journaux étaient en lien avec le chef de l'information au sein des services de renseignements, qui dictait ce qui devait être publié, ou pas. C'était un secret de Polichinelle dans le milieu journalistique.

El Watan, qui a été un des vecteurs les plus sophistiqués de la propagande, publia discrètement un article en juillet 2013 sur le départ à la retraite du fameux colonel Fawzi, responsable de la communication des services secrets :

Très connu dans les milieux médiatiques, cet officier supérieur du Département de renseignement et de sécurité (DRS) a été pendant de longues années le faiseur de journaux. Bénéficiant de larges pouvoirs et d'une liberté d'initiatives pas toujours tolérée dans cette institution militaire, le colonel Fawzi aura réussi à inonder le marché par une masse de journaux au tirage très limité, mais chichement servis par la publicité étatique distribuée par l'Agence nationale d'édition et de publicitaire (ANEP). Outre la gestion des agréments de nouveaux journaux et des accréditations de correspondants de la presse étrangère en Algérie, le colonel Fawzi, qui suivait de près l'activité de nombreux journalistes, tentait d'influencer par tous les moyens le contenu et l'orientation des journaux.

Il organisait également des fuites d'informations sur certains dossiers pour des objectifs pas toujours clairs. En plus de l'exploitation et de la manipulation, le colonel Fawzi faisait également dans le recrutement d'agents pour le contrôle du paysage médiatique. Il organisait également la prise en charge des agents potentiels qui contribuaient à l'analyse et [au] traitement de l'information et de la stratégie médiatique. Il quitte ainsi ce poste – départ forcé bien entendu – après un règne qui a duré une dizaine d'années. (algeria-watch.org)

Ces quelques lignes résument bien la réalité de la presse algérienne et démystifient toutes les gesticulations médiatiques et les cris d'orfraie de « la presse la plus libre du monde arabe ».

Dans un réquisitoire implacable contre la presse algérienne, SAS (Sid Ahmed Semiane), célèbre chroniqueur, écrit : « J'ai vu des journalistes diffuser de faux communiqués élaborés par les bons soins de leurs amis officiers des services de renseignements, attribués le lendemain, en gros caractères, directement aux islamistes du GIA (Groupe islamique armé), alors qu'ils savaient que c'étaient de faux communiqués. » Il ajoute : « Je peux dire qu'ils étaient, ces treize dernières années, plus souvent proches du mensonge que de la censure. Une partie des journalistes a réellement subi la censure, cette flétrissure, mais une majorité a contribué à fabriquer le mensonge et à l'entretenir durant de longues années, avec zèle et abnégation » (Sid Ahmed Semiane, *Au refuge des balles perdues*).

Rente, protection et production

Comment peut-on sérieusement prétendre être indépendant et même s'opposer à un régime quand celui-ci nous assure sécurité physique, manne financière et outil de production ? Depuis leur création, les journaux les plus importants ont été installés dans des locaux désaffectés d'une ancienne caserne (tout un symbole) au centre de la capitale et des bâtiments offerts par le régime à prix modiques pour « faciliter le démarrage de la presse naissante ». Tous les journaux étaient (et le sont toujours, sauf pour deux d'entre eux, puisque les quotidiens *El Watan* et *Al Khabar* possèdent depuis quelques années leur propre imprimerie) tirés par des imprimeries d'État, qui ferment les yeux sur les très grosses factures impayées. Cette méthode est un outil de pression supplémentaire qu'utilise le régime dans le cas où un journal se montrerait moins accommodant que d'habitude. Si un journal « s'égare », l'imprimerie interrompt ses prestations et réclame le paiement des arriérés. En général, quelques jours suffisent à trouver un « arrangement ». Le contentieux résolu, les rotatives redémarrent.

Comment peut-on prétendre être indépendant et même s'opposer à un régime quand celui-ci nous assure sécurité physique, manne financière et outil de production ?

La vente des journaux en kiosque n'est pas la principale source de revenus pour les journaux. La publicité constitue en effet les plus importantes entrées d'argent. Cynique, le régime a trouvé le moyen d'en faire une autre arme de persuasion. La publicité étatique (institutions, entreprises publiques et autres) est le monopole d'une agence publique (ANEP) qui distribue une très importante manne publicitaire aux journaux, proportionnellement à la capacité du journal à suivre la ligne de conduite dictée par le régime. Cette méthode a montré son efficacité durant de longues années. Alors que des journaux prospéraient grâce à la publicité, d'autres sont morts par asphyxie.

Au cours de cette longue guerre, où les principales victimes ont été les civils, certaines catégories ont été particulièrement ciblées, comme les policiers, les soldats, les juges ou les journalistes. Le régime a ainsi offert aux patrons de journaux des logements sécurisés dans la célèbre résidence d'État du Club des pins, à l'ouest

d'Alger. Du coup, les dirigeants de la presse algérienne sont devenus les voisins de hauts gradés de l'armée, de ministres et de hauts fonctionnaires. Certains d'entre eux étaient armés. Dans le même temps, les journalistes de base, les plumes « ordinaires », sont logés dans des hôtels moins chics que la résidence d'État, partageant à deux ou à trois des chambres parfois sordides. Le régime traite les journalistes par classe, mais les deux classes sont sous la protection de l'armée. À partir de ce moment, le régime est assuré de la docilité des médias. Les patrons de journaux et les éditocrates sont devenus les otages consentants d'un régime sanguinaire et corrupteur.

La singularité éphémère de *La Nation*

Ce journal demeure une anomalie dans le paysage médiatique algérien. Prônant le dialogue et la réconciliation, *La Nation* a été temporairement interdit de publication à neuf reprises par le gouvernement dans l'indifférence totale de ses confrères, qui pourtant se proclament intraitables sur la liberté d'expression.

Dirigé par Salima Ghezali, prix Sakharov pour la liberté de la presse et les droits de l'homme du Parlement européen (1997), ce journal publie en mars 1996, en collaboration avec *Le Monde diplomatique*, un dossier explosif sur la situation des droits de l'homme en Algérie. Le numéro a été saisi à l'imprimerie, sans que cela soit relayé par aucun organe de presse. Plus grave encore en regard de la déontologie, un quotidien est allé jusqu'à accuser *La Nation* d'être l'État-major des groupes armés islamistes. En fait, le seul crime de ce journal a été de croire que « la politique sert à éviter l'irréparable », selon Saïd Djaafar, une des plumes de ce journal.

Durant toute son existence, *La Nation* n'a pas bénéficié de la moindre page de la manne publicitaire étatique ou privée. Malgré sa grande popularité

(50 000 exemplaires vendus), *La Nation*, étouffé par l'endettement, a fini par disparaître.

L'incroyable M. Khalifa

À la jonction des années 1990 et des années 2000, un homme d'affaires à qui tout semble réussir apparaît dans le firmament d'un pays traumatisé par la violence. De pharmacien dans une banlieue d'Alger, Abdelmoumen Khalifa passe sans transition au statut d'oligarque possédant une banque, une compagnie aérienne et bien d'autres entreprises. Il est également commanditaire de la célèbre équipe de soccer française l'Olympique de Marseille tout en affichant des liens d'amitié et d'affaires avec l'acteur Gérard Depardieu. *Businessman* et philanthrope, le néo-magnat a offert une station de dessalement d'eau de mer à la ville d'Alger.

La plupart des journaux algériens ont manifesté une sorte de fascination pour Abdelmoumen Khalifa, qui était mis en avant par le régime comme un modèle de réussite entrepreneuriale, en prenant soin d'occulter les passe-droits et protections dont il bénéficiait. Les journaux ont passé des années à tresser des lauriers à la gloire de ce génie de l'esbroufe. Pas un seul titre n'a esquissé ne serait-ce que le début d'une enquête sur l'origine de la fortune fulgurante de ce nabab. Là encore, ça allait de soi, les journaux répétaient le discours du régime sans se poser de questions, ni enquêter sur les affaires d'un affairiste plus que douteux. Il faut dire que M. Khalifa était très grand seigneur avec les patrons de presse. Non seulement il les abreuvait de publicité, mais il invitait aussi des journalistes dans ses avions pour des séjours luxueux chaque fois que sa compagnie inaugurait une nouvelle ligne.

Quand Abdelmoumen Khalifa a lancé son éphémère chaîne de télévision en France, deux célèbres directeurs de journaux (Omar Belhouchet, directeur d'*El Watan*, et Ahmed

Fattani, directeur de *L'Expression*) ont participé à une vidéo de promotion de la chaîne (https://www.youtube.com/watch?v=GSAeW_EL0vs). Bien sûr, quand le *tycoon* est tombé en disgrâce, tout ce beau monde s'est retourné toute honte bue contre M. Khalifa en mettant en avant l'incompétence du gouvernement.

○ ○ ○

Plus d'un quart de siècle après sa création, la presse privée algérienne a perdu de sa gloire factice mais joue toujours le rôle d'une presse mystificatrice, faisant croire à l'existence d'une vie politique au pays. Elle n'a pas cessé d'être partie prenante dans les interminables batailles que se livrent épisodiquement les clans formant le pouvoir réel en Algérie. En dépit de la tragédie imposée au peuple algérien et du désastre qui en a résulté, la presse ne s'est jamais remise en cause. Ces dernières années, elle a vu son influence diminuer considérablement avec l'apparition des chaînes de télévision privées. Celles-ci jouent pourtant le même rôle attribué à la presse écrite au début des années 1990 : la perpétuation de la confusion, avec plus de puissance grâce à la force de l'image.

L'histoire de la presse algérienne reste à écrire même si elle n'est pas particulièrement flatteuse ni honorable. Ce parcours, à l'origine nourri d'espoir d'ouverture et de promesse de liberté, est pavé de mensonges et de cadavres, de trahisons et de manipulations. Ce parcours, tragique, est nimbé de mépris pour l'opinion mais aussi pour la profession elle-même. Seuls quelques journalistes se sont distingués par leur lucidité et leur courage. Ils sont l'honneur du journalisme algérien pour les générations futures. (L)

♦ **Marwan Andaloussi** est journaliste.